

LE PARADOXE FRANÇAIS : SURENDETTEMENT ET SOUS-INVESTISSEMENT

Olivier Ferrand
Le 19 avril 2010

Là est le cœur de la crise de nos finances publiques : la France s'endette de plus en plus et pourtant elle investit de moins en moins pour l'avenir.

Face à ce paradoxe, le Président de la République a réagi par un programme d'investissements exceptionnel pour 2010, issu des travaux de la commission Juppé-Rocard.

Un tel effort exceptionnel était nécessaire. D'abord, pour répondre à la crise économique, qui a entamé le peu qu'il restait de notre potentiel de croissance. L'OCDE estime qu'il a chuté de 2.1% à 1.4%, avec le chômage de masse structurel qui va avec. Pour reconstituer le capital économique qui a été détruit, il faut investir. Ensuite, pour assurer le passage au modèle de développement de demain. Nous sommes à un moment particulier, celui d'une transition d'un modèle économique à un autre : il est légitime d'investir pour faciliter cette transition, et la réussir.

Dans cet esprit, la commission Juppé-Rocard a proposé un programme alliant deux moteurs. L'économie de la connaissance (enseignement supérieur, recherche, innovation) pour 18 milliards d'euros. Et la croissance verte (sciences du vivant, énergies décarbonées, ville de demain, mobilité du futur, société numérique) pour 17 milliards. Au total, 35 milliards pour « Lisbonne »¹ et « Ushuaia ». La quasi-totalité des préconisations Juppé-Rocard ont été reprises dans le collectif budgétaire introduit dès janvier 2010.

Mais un effort unique sera insuffisant. La montée en puissance des contraintes de finances publiques ces trente dernières années a eu comme principale conséquence l'asphyxie progressive des investissements d'Etat. Le budget de l'Etat 2009 ne contient qu'une dizaine de milliards d'euros d'investissements civils – moins de deux milliards d'investissements directs ! - sur un total de dépenses de 280 Md€... Contrairement à une légende tenace, les investissements des collectivités locales (régions principalement) n'ont que partiellement pris le relais. Les économistes Charles

¹ Du nom de la Stratégie de Lisbonne, arrêtée par l'Union européenne en 2000, et qui vise à faire de l'Europe l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde.

Wyplosz et Jacques Delpla ont chiffré il y a quelques temps à 400 Md€ le retard global d'investissement accumulé par la France.

Le sous-investissement de la France est donc chronique. Le problème économique prioritaire de notre pays, c'est bien les investissements d'avenir. La France est marquée par un sous-investissement structurel : il manque 1 à 2 points de PIB (20 à 40 Md€), non pas sur un coup mais par an, pour maintenir la France dans le peloton de tête des pays les plus développés.

Tous les grands pays se lancent dans des programmes d'investissement d'avenir. C'était déjà le cas des nations les plus compétitives : Etats-Unis, Japon, Corée, pays nordiques. Ils sont désormais suivis par le Royaume Uni (nouveau concept de « political industrialism »), l'Allemagne (programme massif pour des universités d'excellence), le Canada (lancement d'un fonds pour la recherche d'excellence), les pays pétroliers et les pays émergents. Si nous n'investissons pas nous aussi durablement, notre déclin est inévitable.